

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-enorme-dette-d-Aguas-Argentinas-est-un-des-points-centraux-pour-concretiser-le-retrait-du-Groupe-Suez-d-Argentine>

L'énorme dette d'Aguas Argentinas est un des points centraux pour concrétiser le retrait du Groupe Suez d'Argentine.

Date de mise en ligne : vendredi 17 février 2006

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Eduardo Eurnekian, qui travaille avec Banco Galicia, a rencontré hier avec les catalans d'Aguas de Barcelona, après avoir rencontré les français de Suez, pour essayer de clore l'opération. Les deux sociétés, outre le contrôle d'Aguas Argentinas, en sont les principaux créanciers.

Escorté par Luis Ribaya, de Banco Galicia, Eduardo Eurnekian s'est réuni hier en Espagne avec des représentants d'Aguas de Barcelona, alors que la veille il l'avait fait à Paris avec les français du Groupe Suez. L'objectif ferme et définitif, garanti par le gouvernement argentin, est d'entrer au capital d'Aguas Argentinas et c'est la clef de cette négociation face à face avec les Européens, qui non seulement sont les principaux actionnaires de la société privatisée mais sont aussi ses principaux créanciers.

Suez et Agbar ont, respectivement, 39 et 25 % d'actions qu'elles, comme tout l'indique, souhaitent laisser entre les mains d'un successeur. Mais, la signature française en particulier, a le double statut de propriétaire et de créancier de la société, ce qui renforce sa position au moment de négocier avec un éventuel acheteur du paquet d'actions.

Pour cela elle doit concrétiser le rachat de la dette avec des organismes multilatéraux (BID et Banque Mondiale, par le biais de sa filiale la Corporation Financière Internationale, aussi actionnaire), avec une remise qui porterait ce passif de 320 millions de dollars à 278. De cette manière, elle devient le principal créancier de la compagnie privatisée. Il est évident que figurerait aussi au chapitre des dettes contractées "avec des privés" les crédits qui ont été accordés par les actionnaires français et espagnols eux-mêmes à cette société locale.

Ni l'entreprise, ni l'organe régulateur se mettent d'accord pour décortiquer cet échange de passif, qui par la voie d'une restructuration et, éventuellement avec une certaine tolérance, pourrait être transformé en une charge tolérable pour quelqu'un qui décide de prendre le risque d'opérer le service d'eau potable et égouts dans Buenos Aires et sa banlieue. Le silence est aussi de rigueur en ce qui concerne les conditions dans lesquelles pourrait entrer un nouveau partenaire, place à laquelle postule Eurnekian. Il paraît que le chef d'entreprise n'est pas impressionné par un passif proche aux 600 millions dollars et des revenus en pesos et gelés.

L'opérateur des aéroports nationaux a de l'expérience quand à la négociation de dettes, en particulier quand il a passé contrat avec l'État. Celui portant sur Aéroports Argentine 2000, est encore en phase de révision, bien qu'un décret du 2003 ait approuvé un accord souscrit sous la gestion Duhalde. Pour cette année, une plainte judiciaire faite par l'Organisme Régulateur (Orsna) pour 350 millions de dollars, renforcée par une demande additionnelle de 171 millions de pesos, pour redevance non-payée pèse encore sur l'entreprise.

L'État ne veut pas assumer l'opération d'Aguas, mais il est plutôt disposé à faire un apport important, en assumant les travaux d'expansion que la compagnie dirigée par Suez n'exécute pas depuis 2001. Selon des calculs officiels, de cette manière le concessionnaire verrait ses dépenses allégées de 100 millions de pesos par année et, encore sans augmentation de tarifs, jusqu'il puisse obtenir un excédent opérationnel proche de 150 millions. Telle est la formule avec laquelle le Gouvernement a essayé de séduire Eurnekian, au moins pour qu'il tente de conclure un accord avec les français et les espagnols.

Dans cette affaire Banco Galicia le suit, propriétaire de 8.5 % du capital, c'est un de des ceux qui ont travaillé pour contester l'assemblée d'actionnaires lors de laquelle, il y a plusieurs mois, Aguas Argentinas a décidé de commencer à se retirer de la concession. Jusqu'à présent, le seul pas formel donné en ce sens a été un échange de lettres avec l'État, dans lequel il a fait savoir qu'il abandonnerait l'indemnité pour faute du concessionnaire, puisque le gel des

tarifs a altéré son équation économique et l'a empêché de renégocier ses obligations financières.

Ils s'en vont aussi d'Uruguay

Faisant partie de sa stratégie de retrait de la région, le Groupe Agbar (Eaux de Barcelone) a vendu au gouvernement uruguayen sa participation de 60 % d'Aguas de la Costa. L'accord établit que l'Administration d'Eaux Sanitaires de l'État de l'Uruguay payera 3.4 millions de dollars pour cette participation. Avec cette vente, Agbar laisse l'Uruguay, choisissant de désinvestir de ces entreprises et secteurs non stratégiques pour le groupe que dirige le catalan Jordi Mercader, vice-président du Conseil d'administration du groupe financier la Caixa. On comprend ainsi aussi l'objectif de cette compagnie de se retirer d'Aguas Argentinas et comme c'est fait d'Aguas de Santa Fe. Le retrait d'Agbar d'Uruguay intervient après un changement de règles dans le pays voisin, à la suite d'un vote qui a décidé la gestion, par des entreprises étatiques, des services d'eau et assainissement. Le Groupe Agbar est entré dans Aguas de la Costa en décembre 1997 et est devenu l'opérateur de la compagnie qui fournit de l'eau aux populations de La Barra et San Ignacio.

[Página 12](#). Buenos Aires, 17 février 2006

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi